LIVRE - « Exils », recueil d’entretiens avec des exilés politiques originaires du Chili, d’Iran, du Vietnam, de Bosnie-Herzégovine et d’Angola

jeudi 9 novembre 2006, mis en ligne par L’œil électrique éditions

– Texte : Sophie Rétif
– Illustrations : Sébastien Lumineau
– 128 pages
– 18 euros
– ISBN : 978-2-9516484-7-0
– l’œil électrique éditions
– Acheter en ligne.

Exils réunit les témoignages de cinq personnes ayant dû s’exiler pour des raisons politiques. Originaires du Chili, d’Iran, du Vietnam, de Bosnie-Herzégovine et d’Angola, elles vivent aujourd’hui en France, aux Etats-Unis ou au Portugal. Elles racontent comment le cours de leur existence a été transformé et comment elles ont construit leur vie malgré cette rupture.

Au travers de longs récits qui abordent des questions telles que la famille, la langue ou le rapport à soi-même, le livre interroge les effets de l’exil sur l’identité.

Les témoignages sont accompagnés de cartes et d’illustrations inédites.

---

extrait du livre :

Nelson Diaz Clément, 59 ans, professeur d’espagnol à l’université

CHILI - FRANCE

carte du Chili

Je suis issu d'une famille qui appartient plutôt à la classe moyenne. Durant mon enfance, j'ai été en pension dans des écoles de curés, puis dans un collège militaire où il n'y avait pas d'enfants des couches populaires. J'ai commencé à m'intéresser à ce qui se passait autour de moi, à la politique, quand je suis entré à la fac en 1965. Dans le département de lettres modernes où j'étudiais, j'ai connu des étudiants qui avaient été très marqués par la révolution cubaine de 1959. Cuba, pour eux, était un modèle à la fois d'organisation sociale et de mouvement politique. J'avais notamment des camarades de cours militants du MIR [1] qui avaient un discours très élaboré sur la misère chilienne et sur l'ignorance du peuple. Je me suis intéressé à tout ça et j'ai vu qu'il y avait des choses terribles au Chili, beaucoup d'injustice et d'inégalités sociales. Alors j'ai commencé à participer aux mouvements étudiants, j'ai été délégué de ma classe puis de mon département. J'ai adhéré au Parti socialiste six mois après mon entrée à l'université. Ce parti m'a touché, surtout à cause de la personnalité d'Allende [2], je crois. Mon engagement était au départ très romantique et ne reposait pas sur une véritable analyse politique.

J'ai fini mes études en 1970, l'année où Allende a été élu Président. À cette époque, j'étais secrétaire général de la Fédération des étudiants de l'université Austral de Valdivia et j'avais des responsabilités dans une structure régionale du Parti socialiste. Une fois mes études terminées, je suis parti à Puerto Montt, une ville du Sud du Chili où habitaient mes parents. J'ai trouvé un poste dans un lycée technique où étudiaient des jeunes plutôt défavorisés, ce qui n'a fait que renforcer mon engagement. J'étais vice-trésorier, au niveau régional, du syndicat de l'Éducation nationale, le SUTE. J'avais vingt-quatre ans, j'étais à l'aise pour m'exprimer en public et j'avais une certaine expérience militante qui commençait à être valorisée. J'ai par exemple été sélectionné pour aller à la réception de Fidel Castro à l'aéroport de Santiago. J'ai aussi participé, au sein du PS, à une formation politique importante qui réfléchissait aux moyens à mettre en place pour soutenir au mieux le gouvernement d'Allende [3]. Tout ça était très peu structuré et, au fond, aucun d'entre nous ne croyait qu'il y aurait un coup d'État au Chili. On voulait réunir des gens, organiser des protestas, des choses finalement assez symboliques alors qu'on était à trois mois du coup d'État. Tout était déjà préparé du côté des militaires et nous, on était en train d'imaginer des stratégies au cas où… Quand les entreprises ont commencé à produire moins de choses et à stocker les marchandises, j'ai participé à ce qu'on appelait la canasta popular. On estimait quels étaient les besoins des familles dans chaque quartier et on essayait de mettre en place une redistribution des produits de base.

Puis il y a eu le coup d'État, le 11 septembre 1973. Au Chili, le 11 septembre est *el dia del maestro*, le jour du professeur. Il y a une tradition dans les lycées : ce jour-là, il n'y a pas cours mais on organise une cérémonie avec tous les élèves et le professeur le plus jeune doit faire un discours. Dans mon lycée, le plus jeune, c'était moi. J'avais préparé un discours dont je me souviens très bien, qui finissait par un

poème de Antonio Machado : “*Caminante no hay camino, se hace el camino al andar*” [4]. J’ai mal dormi la nuit précédant la cérémonie parce que j’étais inquiet à l’idée de parler devant tant de gens. J’avais mis mon réveil, j’avais peur de ne pas me réveiller. Et la première chose que j’ai entendue en me levant, c’est le discours d’Allende à la radio [5]. J’ai appelé mes parents, ils ont accouru et on a allumé toutes les radios de la maison. Quelques minutes plus tard, on a entendu les avions qui passaient. Je suis quand même allé au lycée mais, très vite, on ne pouvait plus circuler. J’ai vu des morts dans la rue. Les militaires nous disaient de rentrer chez nous. D’un point de vue stratégique, le coup d’État était extrêmement bien pensé. Tout était bloqué : les gares, les ports, les aéroports, toutes les sorties de la ville. Je ne vais pas dire que j’ai pleuré, non, j’étais désorienté. Je dirais que j’étais comme un oiseau à qui on a coupé une aile et qui tourne sur lui-même. Je ne savais pas quoi faire, ni comment faire. J’étais anéanti. La seule chose à laquelle on pensait, c’était essayer de faire sortir les camarades les plus exposés. À la radio, ils commençaient à diffuser des annonces ordonnant aux élus municipaux de se présenter aux postes de police. D’un point de vue politique, il n’y avait aucune réponse à cet acte-là. On n’a pas réagi, on était là, c’est tout. Puis il y a eu les premières rumeurs, on nous disait de nous cacher parce qu’on était membres du parti. Il a fallu enterrer des bouquins, des choses comme ça. Les œuvres choisies de Mao Tsé Toung, par exemple, que j’avais reçues parce que les Chinois les envoyaient aux militants socialistes qui les demandaient, mais que je n’avais pas lues. Avec ma mère, on les a mises dans du plastique et enterrées. On a aussi enterré tous les livres russes parce que, pour les militaires, Tolstoï et tout le reste, c’était communiste. Aujourd’hui, j’en souris, mais à ce moment-là c’était comme si mon point de référence avait disparu. Mon identité, mes valeurs, mon pouvoir rationnel, tout était réduit à néant.

Quelques jours à peine après le coup d’État, les choses ont repris leur cours. La situation était différente selon les régions, à Santiago, par exemple, ça a été plus long. À Puerto Montt, les choses sont allées vite. C’était une ville de 150 000 ou 200 000 habitants dans laquelle il y avait une caserne de la force aérienne, une caserne de l’armée de terre et une de la marine. Elle a donc été rapidement contrôlée. Les dirigeants politiques connus ont été arrêtés et mis en prison. Je suis retourné travailler parce que c’était obligatoire mais le PS m’avait conseillé d’abandonner la région le plus vite possible. Les militaires attrapaient tous les militants de gauche, évidemment ils allaient m’attraper moi aussi, je le savais. Une camarade du parti qui avait été arrêtée avait envoyé quelqu’un pour me dire qu’il fallait que je parte, que les militaires torturaient et qu’on allait sûrement donner mon nom. On ne pouvait rien faire, on n’avait pas d’armes. On avait prévu des réunions de quartier, des choses bêtes, au fond, parce qu’il suffisait d’un tank pour tous nous emmener. C’était tout ce qu’on avait fait. Les militaires disaient qu’on avait des plans de guerre, des armes… C’était complètement faux.

Au lycée, c’était horrible. Certains de nos collègues étaient déjà en prison : le sous-directeur, la femme du directeur, le concierge. C’était un lycée technique engagé à gauche. Le directeur a réuni les profs et nous a dit que nous allions faire cours parce que c’était une façon de protéger les jeunes. Le jour de la reprise des cours, les militaires sont arrivés en moins d’une heure. J’étais dans ma classe, j’entendais des cris. D’un coup, ma porte s’ouvre. Je me souviens que j’étais en train d’écrire au tableau “Le Cid”. Les militaires sont entrés et ont demandé : “Où est Untel ?”. Le garçon s’est levé, ils l’ont pris, je ne l’ai plus jamais revu. Il était en terminale, c’était le délégué de la section du Parti communiste au lycée. Je ne peux pas dire qu’il a disparu définitivement mais je n’ai jamais eu de nouvelles de lui depuis.

Personne n’a crié ni pleuré pendant qu’ils étaient là. Ils ont rassemblé des gosses dans la cour du lycée. Une prof d’histoire, une dame assez âgée, est sortie en criant : “Qu’est-ce qui se passe ?” Un militaire l’a frappée avec son arme, elle est tombée. On savait que, si on bougeait, ils tiraient. Ils ont coupé les cheveux des jeunes, brutalement, en les blessant. Ce n’est pas la peur qui m’a fait mal, c’est l’impossibilité de répondre. J’étais anéanti. Alors j’ai fermé ma gueule, j’étais obligé de la fermer. J’étais une telle merde que face à cette merde, j’étais obligé de me taire. Ils ont attrapé des élèves, ils ont brûlé des livres : Dostoïevski, des livres de géographie sur l’Amérique centrale… Ils sont partis. J’ai vu des collègues et des élèves pleurer mais personne n’a crié. Rien. Comme au cimetière. On a envoyé des gens prévenir les parents des jeunes enlevés. Je ne me rappelle pas comment s’est finie cette journée. Je suis rentré chez moi, j’allais mal. On recevait des mauvaises nouvelles tout le temps. Certains jeunes sont sortis de prison mais pas celui qui était dans ma classe. Ceux qui sont sortis racontaient qu’ils avaient entendu des coups, des cris. Certains collègues, des gens plus âgés qui avaient davantage la tête froide, voulaient prendre des

notes sur tout ça. Ils faisaient des choses concrètes et logiques. Mon cerveau à moi ne marchait plus.

À partir du mois d'octobre, on a fait de moins en moins cours, beaucoup d'élèves ne venaient plus. On faisait attention : il fallait mettre une cravate, se couper les cheveux parce que les cheveux longs, ça faisait révolutionnaire, et surtout partir dès que possible. Les gens du parti nous disaient qu'il était dans l'intérêt de tous qu'on s'en aille, parce qu'on pourrait témoigner à l'extérieur. Il y avait déjà des départs, des gens qui quittaient le Chili, mais je ne savais pas quoi faire. Je n'avais pas d'argent, je ne savais pas où aller. Les militaires sont finalement venus me chercher chez moi. Je n'étais pas là. Ils ont inspecté la maison sans agresser mes parents puis ils sont repartis. Après cela, ma mère m'a demandé de m'en aller. Elle avait peur pour moi. Et puis, j'étais l'aîné, mes frères étaient beaucoup plus jeunes. Ma mère ne voulait pas qu'ils aient des problèmes. Alors, la semaine suivante, j'ai assuré mes cours sans rien dire, comme si tout allait bien, jusqu'au vendredi à 14 h. À 16 h, j'ai pris le train pour Santiago. Deux mois s'étaient écoulés depuis le coup d'État. Je suis arrivé chez un oncle et une tante, des gens qui étaient assez riches, des industriels. Mes cousins se moquaient toujours de moi, gentiment, en m'appelant "le socialiste". Mais là, personne n'a rien dit. Je suis resté avec eux trois mois. Au bout de trois semaines, ma tante m'a emmené dans leur maison au bord de la mer. Je pense qu'elle voulait me protéger. Le reste de la famille nous a rejoints plus tard. Ils me donnaient de l'argent parce que je n'avais plus de salaire. J'avais démissionné de la fonction publique par une lettre que ma mère a envoyée quelques jours après mon départ. Pendant les trois mois que j'ai passés avec eux, j'étais comme somnambule.

Notes

[1] Movimiento de Izquierda Revolucionaria (Mouvement de gauche révolutionnaire), parti chilien d'extrême gauche et pro-cubain fondé en 1965. Le MIR ne participa pas à l'Unité populaire, la coalition de partis de gauche qui porta Salvador Allende au pouvoir en 1970.

[2] Salvador Allende (1908-1973) était l'un des fondateurs du Parti socialiste chilien. Secrétaire général du PS à partir de 1942, il fut élu président du Chili en 1970.

[3] Les années suivant l'élection d'Allende furent difficiles car son gouvernement rencontra une forte opposition des partis politiques de droite et des milieux patronaux. Ces années furent marquées par de nombreuses grèves – en particulier une grève des transporteurs – qui déstabilisèrent l'économie du pays. L'opposition, soutenue notamment par les États-Unis, espérait ainsi faire tomber le gouvernement de l'Unité populaire.

[4] "Marcheur il n'y a pas de chemin, le chemin se construit en marchant".

[5] Le jour du coup d'État, les militaires prirent le contrôle de points stratégiques dans tout le pays. À Santiago, ils assiégèrent La Moneda, le palais présidentiel dans lequel étaient réunis Salvador Allende et certains de ses collaborateurs. Au cours de l'attaque, Allende prononça à la radio plusieurs discours dans lesquels il réaffirma son attachement aux valeurs de l'Unité populaire et appela les Chiliens à ne pas renoncer et à ne pas perdre espoir. Il décida de ne pas se rendre et se suicida peu de temps après avoir prononcé son dernier discours.